

Mercredi (après-midi) 7 septembre 2016

Direction de l'instruction publique**25 2016.RRGR.80 Motion 023-2016 PLR (Kohler, Spiegel b. Bern)
Egale stimulation de tous les élèves de l'école obligatoire: adaptation de l'article 17 LEO et redistribution des ressources financières disponibles**

N° de l'intervention: 023-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 19.01.2016
Déposée par: PLR (Kohler, Spiegel b. Bern)
(porte-parole)
PLR (Schmidhauser, Bremgarten)
N° d'ACE: 704/2016 du 15 juin 2016
Direction: INS

Egale stimulation de tous les élèves de l'école obligatoire: adaptation de l'article 17 LEO et redistribution des ressources financières disponibles

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Adapter l'article 17 de la loi concernant l'école obligatoire (LEO) concernant l'intégration, par une modification soit de la loi, soit de l'ordonnance, pour que la stimulation des bons élèves soit expressément mentionnée dans les bases légales.
2. Répartir les ressources financières à disposition plus équitablement entre les élèves faibles, les bons élèves et les élèves surdoués.
3. Faire réexaminer les résultats de l'évaluation des effets et des conséquences de la révision de l'article 17 LEO par des spécialistes indépendants de l'Université de Berne pour déterminer si toutes les catégories d'élèves sont bien stimulées de manière équitable.

Développement :

La mise en application de l'article 17 LEO s'est soldée par la disparition des classes spéciales du fait de la modification de la clé de financement et de l'absence d'incitations. Les enfants dont la scolarité est difficile pour diverses raisons ont alors été intégrés dans les classes régulières, de même que les élèves surdoués, dotés d'un QI de plus de 130. Les surdoués sont faciles à identifier avec ce repère du QI, mais ils ne représentent qu'un pour cent environ des élèves. Les élèves simplement doués sont nettement plus nombreux et faciles à repérer par les enseignants et les enseignantes. Malheureusement, l'école intégrative ne permet pas de les stimuler suffisamment. Cette stimulation inégale et même injuste des différentes catégories d'élèves se reflète dans la répartition des ressources financières. L'intégration des élèves faibles (mesures pédagogiques particulières) a droit à 120 millions tandis que 5 millions environ sont absorbés par la stimulation des surdoués. La distribution des élèves en fonction de leurs capacités intellectuelles suit pourtant une courbe de Gauss : outre les élèves faibles et les surdoués, on a environ, selon les classes, 15 pour cent de bons élèves (doués, mais pas surdoués), dont la stimulation ne bénéficie pas expressément de ressources financières. Il faut modifier la répartition des moyens financiers pour que les élèves doués puissent être mieux stimulés.

Manifestement, certaines communes utilisent les fonds destinés aux surdoués aussi pour la stimulation des élèves doués, car le canton ne met actuellement aucune ressource financière à la disposition des écoles à cette fin.

La Section Planification de la formation et évaluation a été chargée en avril 2009 d'évaluer la mise en œuvre de l'article 17 LEO. L'évaluation était un sous-projet entrant dans le cadre de la mise en application de l'article 17 et elle a duré de 2009 à 2014. Plusieurs rapports intermédiaires et un rapport final intitulé « Evaluation de la mise en œuvre de l'article 17 LEO. Onze écoles et leurs expériences en matière d'intégration scolaire dans le canton de Berne » (Pfister, Stricker & Jutzi, 2015) ont été publiés sur le site de la Direction de l'instruction publique.

Hélas, ces documents n'abordent pas les lacunes évoquées dans la présente motion, ou alors en marge seulement. Un groupe de spécialistes indépendants de l'Université doit s'en charger.

Réponse du Conseil-exécutif

Tout comme l'auteur de la motion, le Conseil-exécutif est d'avis qu'il incombe à l'école obligatoire de garantir un soutien égal à tous les élèves. Les enseignants et enseignantes ont pour mandat de respecter les objectifs du plan d'études dans le cadre de leur enseignement et, ce faisant, de tenir compte des capacités d'apprentissage individuelles de leurs élèves.

Chaque enfant possède des talents et des possibilités d'apprentissage ou de développement différents. Chacun apprend à son propre rythme ; certains ont besoin de beaucoup de temps ou de soutien pour atteindre les objectifs d'apprentissage. Le plan d'études germanophone de l'école obligatoire met en évidence ces différences et recommande aux enseignants et enseignantes de faire en sorte, grâce à une différenciation interne de l'enseignement, que les élèves ne soient pas « trop ou trop peu sollicités » (cf. *Lehrplan 95*, chapitre 6.3 « Différenciation interne », traduction libre). Afin de tenir compte de manière adéquate des aptitudes et des formes d'apprentissage de chacun pendant l'enseignement, les enseignants et les enseignantes sont tenus, conformément aux dispositions du plan d'études, d'organiser leur cours de manière à « réserver un temps suffisant au soutien individuel et à l'observation des processus d'apprentissage. L'objectif est ainsi de fournir un appui, une stimulation, une évaluation et un conseil différenciés aux élèves. » (cf. *Lehrplan 95*, chapitre 6.3 « Différenciation interne », traduction libre).

Il est par conséquent inscrit dans le plan d'études que tous les enseignantes et enseignants doivent tenir compte des besoins des élèves plus faibles pendant les cours, tout en apportant un soutien adéquat aux bons élèves.

Le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les trois points soulevés :

Point 1 :

Ainsi que le laisse entendre la dénomination utilisée par l'auteur de la motion au point 1, les « bons élèves » se caractérisent par leurs bons résultats scolaires. Cela signifie qu'ils sont généralement bien adaptés aux conditions d'enseignement existantes et qu'ils peuvent exploiter leur potentiel de manière optimale. Leurs bons résultats scolaires sont la preuve d'un soutien adéquat.

En vertu de l'article 17 de la loi sur l'école obligatoire (LEO), les élèves nécessitant un appui pédagogique particulier sont ceux qui présentent des troubles de l'apprentissage et dépendent du soutien d'enseignants et enseignantes spécialisés. Cela concerne aussi bien les élèves en difficulté d'apprentissage ou les enfants de migrants et de migrantes que les élèves surdoués, dont le potentiel, souvent inexploité, ne se reflète pas dans leurs résultats scolaires. Les bons élèves, en revanche, n'ont pas besoin du soutien supplémentaire d'enseignants et enseignantes spécialisés. En général, ils passent du degré primaire à un niveau supérieur du degré secondaire I sans rencontrer de difficultés notables.

Dans le cadre de l'enseignement régulier au degré secondaire I, le système scolaire bernois prévoit différentes formes de soutien pour les bons élèves. Ils ont par exemple la possibilité de suivre l'enseignement à un plus haut niveau dans certaines disciplines ou, lorsque l'offre le permet, de fréquenter le niveau spécial de l'école secondaire. Dans la partie germanophone, ils disposent en outre d'offres d'accompagnement individuel, qui permettent d'élargir et d'approfondir les objectifs et les contenus de l'enseignement (en allemand, en langues étrangères, en mathématiques ou dans la discipline *Natur-Mensch-Mitwelt*). Les élèves acquièrent non seulement des méthodes d'apprentissage poussées mais assument également de plus en plus de responsabilité dans leur apprentissage.

Les bons élèves peuvent en outre bénéficier de la préparation aux écoles moyennes. Cette offre vise en premier lieu à préparer l'admission aux écoles professionnelles, aux écoles de culture générale ou aux écoles de maturité.

Le canton et les communes investissent des moyens financiers considérables dans toutes ces offres scolaires supplémentaires destinées aux bons élèves. Ces moyens sont portés à la charge du budget ordinaire de l'école obligatoire. Le budget dévolu aux mesures particulières ne s'en trouve pas affecté.

En résumé, le Conseil-exécutif juge inutile d'adapter les bases légales car la législation actuelle est efficace et garantit le soutien adéquat des bons élèves. Il existe par ailleurs suffisamment d'offres de soutien de qualité.

Point 2 :

Chaque année, le canton de Berne consacre un budget d'environ 1,1 milliard de francs à l'école obligatoire. Environ dix pour cent de cette somme sont utilisés dans le cadre des mesures pédagogiques particulières, destinées aux élèves qui nécessitent le soutien d'enseignants et d'enseignantes spécialisés. Comme expliqué au point 1, les bons élèves bénéficient, d'une part, de mesures différenciées dans le cadre de l'enseignement ordinaire et, d'autre part, d'offres supplémentaires au degré secondaire I particulièrement efficaces. Les coûts de ces offres de soutien sont couverts par les 90 pour cent restants du budget dévolu à l'école obligatoire et ne sont pas décomptés à part.

Pour les raisons énoncées, le Conseil-exécutif estime que l'égalité du soutien qui doit être apporté aux élèves de l'école obligatoire, ainsi que le demande le motionnaire, est acquise. Il ne juge par conséquent pas nécessaire de « répartir plus efficacement les ressources financières entre élèves faibles, les bons élèves et les élèves surdoués » comme le demande la motion.

Point 3 :

Comme expliqué, les mesures de soutien découlant de l'article 17 LEO répondent aux besoins des élèves nécessitant le soutien d'enseignants et enseignantes spécialisés. La Section Planification de la formation et évaluation de la Direction de l'instruction publique a procédé à une évaluation approfondie de la mise en œuvre et des répercussions de la révision de l'article 17 LEO s'agissant du soutien de ces enfants, adolescents et adolescentes. Les résultats de cette évaluation sont disponibles sous « Evaluation de la mise en œuvre de l'article 17 LEO », www.erz.be.ch/imep.

Les résultats de l'évaluation témoignent de l'efficacité des mesures particulières. Celles-ci constituent, de même que leur financement, des instruments pertinents et efficaces pour remplir l'objectif inscrit à l'article 17 LEO, qui est de permettre aux élèves présentant des difficultés d'apprentissage de fréquenter les filières de formation ordinaires grâce à des mesures de soutien particulières.

L'évaluation a en outre confirmé les résultats de plusieurs études, selon lesquelles la scolarisation intégrée d'enfants présentant des difficultés d'apprentissage, des troubles de l'apprentissage ou des handicaps mentaux ne compromet pas le niveau de performance des classes régulières.

Le Conseil-exécutif estime que le soutien équitable de tous les élèves est garanti par la législation actuelle sur l'école obligatoire (cf. réponses aux points 1 et 2). L'évaluation relative à l'article 17 LEO mentionnée plus haut n'a donc pas examiné cet aspect. Les rapports publiés n'en font par conséquent pas mention. Faire réexaminer les résultats de l'évaluation de la mise en œuvre de l'article 17 LEO par un organe indépendant de l'Université de Berne, ainsi que le souhaite le motionnaire, n'a pas lieu d'être.

Deux sous-rapports sont consacrés à l'encouragement des élèves à haut potentiel (ces mesures, appelées *soutien aux élèves surdoués*, sont destinées aux élèves dont le QI est de 130 au minimum). Ils étudient la mise en œuvre de programmes spéciaux, qui peuvent être suivis sur une base volontaire par les élèves. La publication de ces deux rapports est prévue pour l'été 2016. Il ressort par ailleurs de ces derniers que tous les élèves peuvent profiter ponctuellement du *soutien aux surdoués*. Les conseils fournis par les enseignants et enseignantes chargés de ce soutien ont en effet une influence sur les membres du corps enseignant ordinaire, qui s'en inspirent pour organiser leur enseignement de manière de plus en plus individualisée.

Pour les raisons précédemment développées, le Conseil-exécutif ne juge pas nécessaire, comme le demande le motionnaire, de faire à nouveau examiner les résultats de l'évaluation de la mise en œuvre de l'article 17 LEO s'agissant du soutien équitable de tous les groupes cibles à l'école obligatoire.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir führen eine freie Debatte.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Damit ich sicher nicht falsch verstanden werde, möchte ich etwas klären: Ich spreche hier nicht von hochbegabten Schülerinnen und Schülern. Ich spreche von diesen 10 bis 20 Prozent leistungsstarken und leistungswilligen Schülerinnen und Schülern. Das ist mir ganz wichtig, denn das wird immer wieder vermischt. Und noch etwas, damit ich nicht falsch verstanden werde: Die Lehrerinnen und Lehrer unseres Kantons leisten sehr viel. Das ist mir sehr bewusst. Trotzdem müssen wir hier im Rat über diese Gruppe von Kindern sprechen und müssen prüfen, ob sie ausreichend gefördert werden oder eben nicht. Der Unterricht in den heutigen heterogenen Klassen ist alles andere als einfach, und es ist für die Lehrpersonen immer schwierig, allen gerecht zu werden.

Schülerinnen und Schüler, deren schulische Ausbildung durch diverse Probleme erschwert ist, werden in die ordentlichen Bildungsgänge integriert. Rund 120 Mio. Franken fliessen in den Topf für die Integration schwächerer Schülerinnen und Schüler. Es wird auch von Geldern für besondere pädagogische Massnahmen gesprochen. Rund 5 Mio. Franken werden für Hochbegabte ausgegeben. Dabei handelt es sich um abgeklärte Schülerinnen und Schüler mit einem IQ von 130 und mehr. Das Leistungsspektrum unserer Schülerinnen und Schüler lässt sich in einer Gaussschen Kurve verteilen. Wir haben nicht nur auf der linken Seite – das darf nicht politisch verstanden werden – Schülerinnen und Schüler, die mehr Mühe haben, sondern auch auf der rechten. Dazwischen aber befinden sich diese rund 15 Prozent leistungsstarken Schülerinnen und Schüler. Man kann sie auch begabte Schülerinnen und Schüler nennen, aber es sind definitiv nicht hochbegabte. Von diesen spreche ich nicht.

Es wird immer wieder gesagt, dass die Leistungsstarken, also nicht die Hochbegabten, ausreichend gefördert werden. Rückmeldungen aus der Lehrerschaft, von Eltern und auch von Schülern zeigen aber auch immer wieder, dass hier ein Punkt vorliegt, den wir einmal diskutieren müssen. In der Antwort der Regierung steht, der Lehrplan verpflichte alle Lehrpersonen dazu, im Unterricht einerseits auf die Bedürfnisse der leistungsschwächeren Schülerinnen und Schüler einzugehen, aber auch die durchschnittlich begabten und die leistungsstarken Lernenden entsprechend zu unterstützen. Eine Verpflichtung ist ja das eine, aber in der Praxis ist es alles andere als einfach, diesen verschiedenen Gruppen gerecht zu werden. Artikel 17 des Volksschulgesetzes bezeichnet diejenigen Schülerinnen und Schüler als besonders förderungsbedürftig, die Lernprobleme aufweisen und auf besondere Unterstützung durch zusätzliche Fachpersonen angewiesen sind. Das betrifft nicht nur lernschwache Schülerinnen und Schüler oder Kinder von Migrantinnen und Migranten, sondern auch Hochbegabte, die ihr Potenzial «oftmals nicht ausschöpfen und nicht in starke Schulleistungen umsetzen können.» Aber jetzt kommen wir zum Punkt: Leistungsstarke Schülerinnen und Schüler, also die rund 15 Prozent «sind hingegen nicht auf zusätzliche Förderung durch weitere Fachpersonen angewiesen.» Wieso eigentlich nicht? Es handelt sich hier um eine wichtige Gruppe von Kindern und man sollte für sie mehr tun. Und genau hier liegt das Problem: Der Integrationsartikel erwähnt diese grosse Gruppe nicht. Wieso eigentlich nicht? Warum will der Regierungsrat die explizite Nennung dieser Gruppe nicht in den Integrationsartikel aufnehmen?

Der Regierungsrat erwähnt, dass die Möglichkeiten für den Unterricht für höhere Leistungsniveaus oder für die individuelle Lernförderung ausreichend seien. Das sind sie eben nicht. Bei dieser grossen Gruppe besteht ein erheblicher Aufholbedarf. Mit der Änderung des Integrationsartikels

hätten wir die Möglichkeit, für diese Gruppe mehr zu tun. Ich bin natürlich mit der Ablehnung nicht einverstanden und halte an der Motion fest. Ich freue mich auf die Diskussion.

Le président. Die Mitmotionärin hat sich nicht angemeldet. Somit beginnen wir mit den Fraktionen.

Jan Gnägi, Jens (BDP). Chancengleichheit und Gleichberechtigung sind Anliegen, die der BDP wichtig sind. Die bernische Volksschule soll all unseren Schülerinnen und Schülern Möglichkeiten bieten und sie auf bestmögliche Art und Weise auf das Leben im Beruf und in der Welt allgemein vorbereiten. Es gibt eine ganze Palette von Schülerinnen und Schülern mit ganz unterschiedlichen Ansprüchen und Bedürfnissen. Für die BDP-Fraktion ist es klar: Alle diese Gruppen sollen eine gleichberechtigte Förderung geniessen und in ihrer Schulkarriere möglichst Chancengleichheit erfahren. Wenn wir lernschwache Schülerinnen und Schüler unterstützen, wollen wir klar ganz klar auch den hochbegabten etwas bieten und selbstverständlich auch den leistungsstarken, die in dieser Motion angesprochen werden. Für uns stellt sich allerdings die Frage nach dem Wie, und diese Frage ist nicht ganz einfach zu beantworten.

Der Titel der Motion behauptet, eine gleichberechtigte Förderung benötige eine Anpassung des Integrationsartikels. Die BDP-Fraktion zweifelt stark, ob das der richtige Weg ist. Der Integrationsartikel soll den Schulalltag der Schwächeren verbessern, er finanziert ihre Spezialmassnahmen und bietet, wenn nötig, Unterstützung. Er ist also eine Massnahme mit dem Ziel der Chancengleichheit. Die BDP hält das für richtig und will die Chancengleichheit nicht schmälern. Wenn wir jetzt aber auch die Leistungsstarken in den Topf des Integrationsartikels aufnehmen, bedeutet dies, dass nebst den Lernschwachen und den Hochbegabten plötzlich auch noch eine dritte Gruppe in diesem Topf wäre, und die Mittel würden für die einzelnen Gruppen kleiner. Ist dieses Vorgehen wirklich richtig? Ergibt sich daraus für jemanden eine Verbesserung, oder wird die Situation lediglich für alle schlechter? Diese Fragen sind offen, und sie machen es uns schwierig, dieser Motion zuzustimmen.

Wir ziehen jedoch noch eine andere Sichtweise in Betracht: Im Normalunterricht ist die Zeit beschränkt. Oftmals haben die Lehrkräfte zu wenig Zeit, nebst den lernschwachen Schülerinnen und Schülern, die viel Betreuung brauchen, die guten Schülerinnen und Schüler wirklich zu fördern. Denn sie brauchen viel Zeit um dafür zu sorgen, dass alle dem Unterricht folgen können. Diejenigen, die weiter sind, müssen dann warten. Wir anerkennen dieses Problem. Der Regierungsrat zeigt in seiner Antwort auf, wie solchen Problemen in der Oberstufe begegnet werden kann. Zum einen gibt es die Unterteilung zwischen Sekundarschule und Realschule, dann gibt es allenfalls auch noch eine Spez Sek, oder man kann einen Unterricht mit höherem Niveau besuchen, beispielsweise mit individueller Lernförderung oder mit der Mittelschulvorbereitung. Diese Massnahmen scheinen auf der Stufe der Sek I also durchaus zu einer Entschärfung dieses Problems beizutragen, auch weil die Schüler in dieser Phase meist imstande sind, ihr Lernen auch selber zu organisieren und sie sich das nehmen können, was sie brauchen.

Auf der Unterstufe ist dieses Problem allerdings so nicht gelöst. Gerade die jüngeren Kinder können von diesen Angeboten noch nicht profitieren und werden möglicherweise dann gar zu schwierigen Schülern, weil es ihnen langweilig werden könnte. Hier sollte man tatsächlich einmal hinschauen. Gleichberechtigung und Chancengleichheit soll selbstverständlich auch für stärkere Schülerinnen und Schüler gelten. Sollte dort tatsächlich ein Manko bestehen, müssten Massnahmen geprüft werden. Die BDP-Fraktion wäre deshalb bereit, aus den genannten Gründen diesen Vorstoss als Postulat zu überweisen. Eine Motion lehnen wir allerdings ab.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Die SVP-Fraktion unterstützt die beiden ersten Ziffern der Motion grossmehrheitlich, mit ein paar Enthaltungen. Bei der dritten Ziffer sind wir etwas skeptischer, weil es aus unserer Sicht bereits genügend Berichte und Evaluationen gibt und diese oft etwas für die Bürokratie und die Schublade sind. Gemäss heutigem System der Integration und der besonderen Massnahmen in der Volksschule wird vor allem für schwächere Schüler Geld eingesetzt. Wie der Motionär erwähnt hat, gibt es dann noch eine kleine Gruppe von so genannt hochbegabten Schülerinnen und Schülern mit einem IQ der höher als 130 liegt. Diese kommen unter Umständen in den Genuss der sogenannten Hochbegabtenförderung, aber hier ist die Hürde hoch. Ich spreche hier aus der ganz praktischen Erfahrung einer IBEM (Integration und besondere Massnahmen) -Schulkommission. Statistisch gesehen ist es logisch, es gibt nicht sehr viele solche Kinder. Wir selber sind in der aktuellen Form zu klein, um das selber anzubieten. Dann müssten die Kinder also nach Steffisburg. Aber es passt den Eltern nicht, ihr Kind aus der Klasse zu nehmen,

und unter dem Strich gehen dann nur ganz wenige Kinder dorthin. Hier zeigen sich also die Schwächen dieses Systems.

Der Motionär zielt jedoch nicht auf die Gruppe der Hochbegabten, sondern auf die überdurchschnittlich begabten Schülerinnen und Schüler. Dort besteht tatsächlich ein schwarzes Loch. Der Regierungsrat argumentiert zwar mit den ILF (Individuelle Lernförderung) -Lektionen, aber die gibt es nur auf der Oberstufe. Auch werden sie nicht aus dem IBEM-Pool bezahlt, sondern aus dem generellen Pool. Eigentlich kann man davon ausgehen, dass sich die Begabung innerhalb der Bevölkerung nach der Gaussschen Glocke verteilt. Aber der Mitteleinsatz erfolgt ganz anders: Wir geben ziemlich viel Geld für die schwächer Begabten aus. Bei Kindern mit einem IQ unter 75 gibt es ja dann noch diesen GEF Pool. Diejenigen Kinder, die früher in die Sonderschule gingen, werden heute oft ebenfalls integriert, und das wird von der GEF bezahlt, also nicht von der ERZ. Auf der anderen Seite gibt es bei denjenigen, die überdurchschnittlich begabt sind, ein schwarzes Loch. Vielleicht bräuchten diese auch eine Förderung. Bisweilen handelt es sich dabei um spezielle Kinder, die vielleicht aufgrund ihrer Intelligenz etwas verhaltensauffällig sind oder so. Und dort ist es sehr schwierig, etwas zu tun. Deshalb nehmen wir die beiden ersten Ziffern an. Die dritte lehnen wir eher ab.

Ich möchte dem Erziehungsdirektor noch etwas mit auf den Weg geben. Dabei geht es um die Hochbegabten, obwohl sie nicht Gegenstand dieser Motion sind. Gerade bei kleinen Landschulen sollte man einen Weg finden, um für sie etwas zu tun. Im Moment fallen sie bei uns durch die Maschen. Das ist leider so.

Le président. Gehe ich richtig in den Annahme, dass es sich hierbei um einen Antrag auf ziffernweise Abstimmung handelt? – Das ist der Fall.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (PS). Es ist klar, die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist für den Integrationsartikel, für die innere Differenzierung zwischen leistungsschwachen, leistungsstarken und hochbegabten und natürlich auch allen anderen Kindern. Der Motionär ist der Ansicht, die leistungsstarken Schülerinnen und Schüler würden zu wenig gefördert. Wir sind nicht dieser Meinung. Ich persönlich erwarte von den leistungsstarken Schülern, dass sie genügend Fantasie haben, um mit der Zeit gut umzugehen. Man kann die Schule nicht auf jeden einzelnen ausrichten. Für uns besteht also kein Handlungsbedarf für das Anliegen der Motion. Deshalb lehnen wir sie ab. Für die SP stellt sich hier die Frage, wie die innere Differenzierung gestärkt werden könnte. Diese Frage stellt sich hinsichtlich der Klassengrößen, der Weiterbildung der Lehrpersonen und so weiter. Wir helfen sofort mit, solche Diskussionen zu führen, auch über die Verteilung des Geldes. Aber diese Motion lehnen wir ab.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Die Motion geht von einer Milchbüchlein-Rechnung aus. 120 Mio. Franken werden zugunsten der schwächeren Schülerinnen und Schüler eingesetzt und nur 5 Mio. Franken für die hochbegabten. Grossrat Koller sprach dann von diesen 15 Prozent, die sich dazwischen befinden, den Leistungsstarken, die nicht explizit mit speziell zugewiesenen Mitteln gefördert werden. Was heisst eine ausgewogenere und angemessene Verteilung, wie es der Motionär fordert? Schon diese Frage macht es schwierig, diese Forderung gut zu finden. Aber für uns Grüne steht zunächst einmal die Grundforderung der Motion im Widerspruch zu einem Grundauftrag der Volksschule. Sie soll grundsätzlich allen gerecht werden, und dazu braucht es die innere Differenzierung im Unterricht. Sie soll mithelfen, die Unter- oder Überforderung der Schüler zu vermeiden. Artikel 17 ist eben als Spezialartikel für Schülerinnen und Schüler gedacht, die eine besondere Förderung durch Fachpersonen nötig haben, weil sie eben besondere Lernprobleme haben. Leistungsstarke Schülerinnen und Schüler zeigen eben genau durch ihre Leistungen, dass sie nicht auf eine solche besondere Förderung angewiesen sind. Aber sie brauchen vielleicht im Rahmen der inneren Differenzierung oder mit zusätzlichen Angeboten höhere Zielsetzungen, höhere Anforderungen, also vielleicht mehr Lesestoff und mehr Lernstoff. Vielleicht könnten sie auch mit ihren Stärken vermehrt eingesetzt werden, um den schwächeren Schülerinnen und Schülern zu helfen. Das hätte auch den Vorteil, dass sie nicht nur in ihren kognitiven Stärken gefördert würden, sondern sie könnten auch ihre sozialen Kompetenzen und ihre Persönlichkeit besser entwickeln.

Der Regierungsrat weist in seiner Antwort darauf hin, dass es für die leistungsstarken Schülerinnen und Schüler durchaus spezielle Angebote gebe. In diesem Sinn sind die Ausgaben, die ich zu Beginn erwähnt habe, ein bisschen eine Milchbüchlein-Rechnung, denn die Ausgaben für besondere Angebote sind dort nicht aufgeführt, sondern in den allgemeinen Ausgaben für die

Volksschule enthalten und nicht speziell ausgewiesen. Deshalb sind wir Grünen mit dem Regierungsrat der Meinung, dass sowohl die rechtlichen Grundlagen als auch die finanzielle Mittelverteilung heute bereits ausreichend sind. Oder, um es mit den Worten der Motion zu sagen, es ist heute ausgewogen und angemessen. Deshalb lehnen wir die Ziffern 1 und 2 ab.

Dasselbe gilt für Ziffer 3 der Motion. Der Regierungsrat hat überzeugend dargelegt, dass die geforderte Begutachtung der Evaluation der Umsetzung von Artikel 17 nichts bringt. Wir haben aber dem Evaluationsbericht mit Interesse entnommen, dass die integrative Schulung von Kindern mit Lernschwierigkeiten und Behinderungen im Regelunterricht das Leistungsniveau in den Regelklassen nicht beeinträchtigt. Drum gilt es auch hier, den eingeschlagenen Weg weiterzugehen, Verbesserungen zu suchen und vor allem auch die nötigen finanziellen Mittel bereitzustellen. Es geht nicht an, Schülerinnen und Schüler mit unterschiedlichen Bedürfnissen, Stärken und Schwächen in verschiedene Kategorien aufzuteilen, sie zu separieren und letztlich gegeneinander auszuspielen.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Die glp-Fraktion unterstützt in diesem Vorstoss die Regierung. Es wurde bereits gesagt: Auf der Oberstufe haben wir ein dreigliedriges System, Primarschule, Sekundarschule und Spez. Sek. Das haben wir in Köniz auch und es wirkt. Auf der Unterstufe wird mit verschiedenen Lernzielen individualisiert unterrichtet. Auch das funktioniert. Wir hätten auf der Unterstufe auch die Möglichkeit der Basisstufe, einverstanden, Hans-Peter Kohler. Die Gemeinden sind frei, das zu nutzen. Mir wäre aber nicht bekannt, dass du ein Anhänger dieses Systems bist. Denn das wäre vielleicht ein Mittel, um das von dir identifizierte Problem wirklich zu lösen. Wir sehen, dass bei den begabten Schülern ein gewisser Handlungsbedarf besteht. Aber die Lösung für dieses Problem ist sicher nicht Artikel 17. Er wurde für etwas anderes geschaffen. Es ist daher falsch zu versuchen, ihn umzubauen und aus diesem Topf für die Begabten Mittel abzuzweigen. Artikel 17 wurde für diejenigen Schüler gemacht, bei denen wir fürchten, dass sie aus der Volksschule fallen. Es kann also niemand im Ernst behaupten, die Begabten würden dazu gehören. Den Begabten müssen wir in Form der «Angebote der Schule», von Freifächern, mehr «Futter» geben. Und man muss es deutlich sagen: Bei der ASP-Sparübung, bei der die Gemeinden das vom Grossrat vorgesehene Ziel erreicht haben, wurden nicht nur Klassen vergrössert, sondern auch gerade bei den Freifächern, bei den «Angeboten der Schule», einige Lektionen eingespart. Vielleicht sollten wir hier ein bisschen Gegensteuer geben, aber das hat nichts mit Artikel 17 zu tun. Lieber Hans-Peter, ich kann mir eine persönliche Bemerkung nicht verkneifen: Ich habe das Gefühl, dass du das Pferd, das du schon immer in der Gemeinde reitest, nämlich die Wiedereinführung des Untergymnasiums – und das am liebsten gesamtkantonal –, jetzt auch hier im Grossen Rat reitest. Wenn du dieses Pferd reiten willst, dann reite es, aber mit Artikel 17 hast du hier definitiv den falschen Sattel aus dem Stall genommen.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Es geht hier um die Frage, wie die finanziellen Mittel eingesetzt werden sollen. Soll man die schwächeren Schüler fördern? Ja, sicher. Soll man die stärkeren Schüler fördern? Ja, sicher auch. Man muss alle Schüler fördern und weiterbringen. Deshalb sollen die finanziellen Mittel so eingesetzt werden, dass alle Leistungsgruppen davon profitieren können. Eine Evaluation soll aufzeigen, wie man das ausgewogen realisieren kann. Deshalb bitte ich Sie, diese Motion anzunehmen.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Im Integrationsartikel ist von besonderen Massnahmen die Rede. Von Massnahmen, die den besonders schwachen, oder eben den hochbegabten Kindern zugutekommen. Es handelt sich hier um klar definierte Massnahmen, die von normalen Unterstützungs- und Fördermassnahmen abweichen, also zum Beispiel von Heilpädagogik, Logopädie oder speziellen Programmen für Hochbegabte. Ja, wo gehörenden jetzt die leistungsstarken Kinder hin? Es ist nicht von der Hand zu weisen, dass das heutige herausfordernde Schulumfeld den starken Schülerinnen und Schülern bisweilen die nötige Zusatzförderung nicht immer so bieten kann, wie sie diese bräuchten. Die EVP ist jedoch der Meinung, dass eine Ergänzung des Integrationsartikels hier nicht zielführend ist. Denn man müsste herausfinden, welche weiteren Schülergruppen es noch gibt, die sich ebenfalls benachteiligt fühlen, weil sie ebenfalls keinen Zugriff auf diesen finanziellen Pool haben. Nicht die Verteilung der Finanzen ist per se das Problem, sondern eher die Tatsache, dass es nicht einfacher wird, den diversen Leistungsniveaus in einer Klasse gerecht zu werden. Das Überdenken der Betreuungsverhältnisse, beziehungsweise der Rahmenbedingungen wäre vielleicht ein anderer, wirkungsvollerer Ansatz, wie auch das Überdenken der Integration aller um jeden Preis sowie der

Begleitung und Unterstützung der jungen Lehrkräfte. Aber die Erziehungsdirektion ist sich dieser Problematik bewusst und hat sich diesem Thema längst angenommen. Es ist wichtig und richtig, weiterhin unsere schwächeren und unsere hochbegabten Schülerinnen und Schüler mit geeigneten besonderen Massnahmen zu fördern. Damit tragen wir dazu bei, dass auch sie in der Mehrheit den Anschluss an die Berufswelt finden, damit unsere Wirtschaftskraft mittragen, Teil unserer Gesellschaft sind und nicht am Rande derselben stehen und zuletzt der Sozialhilfe zur Last fallen. Eine Stärkung der Leistungsstarken kann nicht über den Integrationsartikel erfolgen, denn das entspricht nicht dem Gedanken des Integrationsartikels. Deshalb lehnen wir diese Motion ab.

Stefan Oester, Belp (UDF). Artikel 17 des Volksschulgesetzes ist wohl derjenige Artikel, der hier im Rat am meisten diskutiert wird. Wir haben bereits x Mal darüber debattiert. Nach der Einführung wurden landauf, landab Klassen geschlossen, und es erfolgte die Integration leistungsschwacher Schüler in die Regelklassen. Und jetzt spielt auf einmal dieser Aspekt hier hinein. Das Leistungsgefälle in der Regelklasse wurde grösser und die leistungsstärkeren Schüler fallen durch die Maschen. Deshalb haben wir gewisse Sympathien für dieses Anliegen. Aber die sogenannte innere Differenzierung durch die Lehrpersonen sollte genau dieses Anliegen berücksichtigen. Hier besteht für die leistungsstarken Schülerinnen und Schüler ein gewisser Mangel. Für uns ist die Chancengleichheit für alle wichtig. Eine Umverteilung der bestehenden Ressourcen soll vorgenommen werden, damit auch die leistungsstärkeren Schüler gefördert werden können. Das muss ich betonen. Ein Postulat hätte bei der EDU eine grössere Chance. Ziffer 3 stösst bei uns nicht auf grosse Sympathie.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Ich möchte noch etwas aus meiner Perspektive als Lehrperson erwähnen. Ich muss Herrn Kohler in einigen Punkten Recht geben. Vor allem in der Volksschule ist die Förderung von leistungsstarken und leistungsschwachen Schülern einer der Kernpunkte der Bildung, und das ist eine ganz zentrale Aufgabe. Ich bin auch mit ihm einverstanden, wenn er sagt, dass die Individualisierung noch ganz klar zu wenig gut klappt. Hier widerspreche ich der Erziehungsdirektion. Das sehe ich auch bei den Leistungsstarken. Hier würde aus meiner Sicht nach wie vor mehr drin liegen, und da sollte man etwas tun. Auf der anderen Seite, das hat der Sprecher der BDP sehr gut gesagt, ist der Integrationsartikel vollkommen der falsche Weg. Dort geht es nämlich um Abklärung. Damit wir überhaupt jemanden gemäss Integrationsartikel speziell fördern können, braucht es eine Abklärung seitens der Erziehungsberatung. Und das gehört nicht in dieses Thema.

Aber – und jetzt kommt das grosse Aber – trotzdem ist etwas passiert, das hat die FDP offenbar gar nicht gemerkt: Sie haben vor nicht allzu langer Zeit eine Motion von Philippe Müller durchgebracht, in der Sie eine Aufweichung in Bezug auf die ILF-Lektionen forderten, und diese ist im Kanton Bern bereits wirksam. Obwohl die individuelle Betreuung der Kinder eigentlich die Idee der Integration gewesen wäre, besteht an vielen Schulen des Kantons Bern die Situation, dass die ILF-Lektionen faktisch durch Team-Teaching ersetzt werden. Es läuft also bereits einiges in der von Ihnen gewünschten Richtung. Es ist noch eine Grauzone, weil es noch nicht überall umgesetzt wurde, aber hier ist schon einiges am Laufen. Ich bin optimistisch, dass im Sinn des Motionärs in den kommenden Jahren viel für die leistungsstarken Schülerinnen und Schüler geschehen wird. Ich sehe das bereits heute im Alltag mit den Erfahrungen, die ich an unserer Schule in Bezug auf das digitale Lernen mache, und zwar in Zusammenhang mit der adaptiven Lernsoftware. Wir können leistungsstarke Kinder ganz spezifisch fördern. Ich habe das beim Programmieren erlebt, aber auch bei der Mathematik. Hier werden wir einen grossen Schritt weitergehen können. Wichtig ist aber, dass wir kleine Klassen haben und vor allem auch Lehrpersonen, die es verstehen, in kleinen Klassen anders zu unterrichten als in einer grossen Lerngruppe, nämlich eben individualisiert. Aber ich bitte Sie, dies nicht über den Weg des Integrationsartikels zu machen. Das wäre wirklich das Kind mit dem Bade ausgeschüttet.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Die Schweiz hat die Behindertenrechtskonvention unterschrieben. Artikel 24 dieser Konvention schreibt vor, dass der Zugang von Kindern mit einer Behinderung, mit einer Beeinträchtigung und mit besonderen Bedürfnissen genauso garantiert sein muss, wie das für die sogenannten nichtbehinderten Kinder der Fall ist. Der Zugang soll inklusiv sein, hochwertig und unentgeltlich. Und das gilt vom Kindergarten bis zur Universität. Deshalb wäre es absolut der falsche Weg, für die Förderung der Leistungsstarken Artikel 17 anzugreifen. Ich wehre mich nicht dagegen, diesbezüglich Massnahmen zu ergreifen, aber ganz sicher nicht zulasten von Artikel 17.

Corinne Schmidhauser, Interlaken (PLR). Ich möchte noch einmal auf die Milchbühllein-Rechnung zurückkommen. Ich finde einfache Rechnungen etwas Praktisches. Ob hochbegabt oder weniger begabt: So kompliziert ist die Welt gar nicht. Es wird immer wieder gesagt, es wäre falsch, Artikel 17 des Integrationsartikels für die leistungsstarken Schüler zu verwenden. Ich kann das nicht ganz nachvollziehen. Selbstverständlich werden auf der einen Seite dieser berühmten Gauss'schen Kurve viel mehr als 1 oder 2 Prozent der schwächeren Schülerinnen oder Schüler unterstützt. Das soll so sein. Aber warum sollen es dann auf der anderen Seite, bei den leistungsstarken Schülerinnen und Schülern, nur 1 bis 2 Prozent sein? Der Integrationsartikel ist hier völlig unlogisch zusammengesetzt, das stimmt so einfach nicht. Wenn man sagt, die leistungsstarken Schülerinnen und Schüler würden ohnehin in unserem Schulsystem unterstützt, kann ich gerade so gut sagen, das sei bei den Leistungsschwachen genau gleich. Deshalb gibt es die Primarschule, die Sekundarschule und die MSV (Mittelschulvorbereitung). Ja, hier sind alle drin und die Starken sind nicht besser unterstützt als die Schwachen.

Und zu guter Letzt möchte ich noch sagen: Wir alle hier im Saal sind sehr froh, dass es sehr leistungsstarke und sehr gute Schülerinnen und Schüler und später auch ausgebildete Leute gibt. Denn sie tragen sehr wesentlich dazu bei, dass nicht nur unsere Wirtschaft, sondern auch unsere Welt weiterkommt. Und es lohnt sich, ihnen wirklich Sorge zu tragen. Es geht mir nicht darum, die Schwächeren zu schwächen, sondern die Starken zu stärken.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). Je ne voudrais pas trop rallonger, mais j'aimerais insister sur un point. En fait, si on suit les propositions, cela veut dire qu'il faut plus de sélection. Plus de sélection, cela veut dire découper en tranches les élèves et dire: voilà, toi tu appartiens à cette catégorie et toi à celle-ci. Or, actuellement, l'école primaire veut favoriser au maximum les compétences individuelles et essayer de ne pas différencier pour favoriser la mixité sociale et d'amener à un niveau minimum. Il est clair que ceux qui ont le plus de besoins, ce sont effectivement les plus faibles. On l'a déjà dit, les plus faibles, si l'on n'a pas envie de les retrouver tous à l'aide sociale, il faut peut-être les aider un peu avant. Par contre, ils doivent aussi assumer la sélection depuis l'école secondaire. Or, à l'école primaire, on veut déjà faire de la sélection, mais alors on peut les soigner directement au biberon et on peut les aider à la sortie de l'école enfantine, en disant: voilà, toi tu es dans la catégorie des très bons, toi des moyens, etc. Cela, c'est absurde, ce n'est pas possible, cela ne fonctionne pas comme cela, il faut cesser de vouloir toujours sélectionner! Je vous rappelle qu'un certain nombre de pays, qui s'en sortent même très bien dans les études PISA, en particulier la Finlande, ont un système de non-sélection. Alors merci de ne pas oublier cela, on sélectionne déjà assez, à l'école c'est même l'endroit de la vie où vous êtes le plus souvent testés, cela n'arrive plus après, ce n'est pas la vraie vie! Alors s'il vous plaît, restons un peu dans la vraie vie et arrêtez de vouloir tout découper. Donc il faut rejeter la motion, merci.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Ich möchte noch kurz zu einigen Voten etwas sagen. Grossrat Gnägi sagte, die Chancengleichheit dürfe nicht geschmälert werden. Es geht ja wirklich nur um eine gewisse Umverteilung. Das muss nicht zum Schaden der anderen Gruppe sein. Aber man darf doch wieder einmal darüber sprechen, dass vielleicht eine Gruppe bereits übermässig oder sehr stark gefördert wird. Es ist schön, von verschiedenen Leuten zu hören, es bestehe ein gewisser Handlungsbedarf. Noch zu Grossrat Vanoni: Mit der inneren Differenzierung lässt sich nicht jedes Problem lösen und die Gefahr ist gross, dass das Niveau nach unten korrigiert wird. Der Begriff «innere Differenzierung» ist ohnehin ein schwieriges Wort um zu verstehen, was genau damit gemeint ist. Dies auch, wenn man mit Lehrern spricht. Und ich will ja nicht die einzelnen Gruppen gegeneinander ausspielen, aber man darf doch darüber sprechen, und es besteht ja ein Handlungsbedarf. Ich will für alle etwas tun, aber ich stehe jetzt halt hier für eine bestimmte Gruppe ein.

Noch zu Grossrat Brönnimann: Ich streite ja gerne mit dir auf kommunaler Ebene weiter. Aber es wird halt deutlich, dass auch in einer grossen Gemeinde Handlungsbedarf besteht. Dort bestehen genau die gleichen Probleme wie im Kanton Bern, und deshalb reiche ich den Vorstoss auf kantonaler Ebene ein. Und zwar nicht, weil ich hinsichtlich der Gemeinde Köniz frustriert bin; im Gegenteil, es ist höchstens ein Ansporn, auf kantonaler Ebene mehr zu tun.

Zu Grossrätin Grogg: Wenn nicht über den Integrationsartikel, worüber denn sonst? Ich höre immer wieder, es bestehe Handlungsbedarf, und der Integrationsartikel wäre eine Möglichkeit, diese Umverteilung vorzunehmen. Zu Grossrat Näf: Es hat mich gefreut, dass du gesagt hast, es bestehe Handlungsbedarf. Vielleicht finden wir ja gemeinsam eine Lösung. Vielleicht könnten wir sogar zusammen einen Vorstoss schreiben. Das wäre sehr spannend, und ich würde mich darauf freuen.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Artikel 17 des Volksschulgesetzes regelt heute Spezialfälle unter den Schülerinnen und Schülern. Schülerinnen und Schüler mit Störungen und Behinderungen, mit sozialen Problemen bei der Integration oder, auf der anderen Seite, mit ausserordentlichen Begabungen, also insbesondere mit einem sehr hohen IQ. Grossrat Kohler möchte diesen Artikel auf leistungsstarke Schülerinnen und Schüler ausweiten und ihnen ebenfalls mehr Mittel zur Verfügung stellen. In der Antwort legen wir dar, dass der Regelunterricht bereits viel für die leistungsstarken Schülerinnen und Schüler unternimmt. Grundsätzlich ist der Regelunterricht dazu da, dass der Durchschnitt der Schülerinnen und Schüler und die starken SchülerInnen, also der grosse Teil der Population, zurechtkommen und ihr Potenzial optimal ausschöpfen können. Wir geben also grundsätzlich pro Jahr für den Regelunterricht 1000 Mio. Franken aus, und dieser ist darauf ausgerichtet, dass die durchschnittlich begabten und die leistungsstarken Schüler ihr Potenzial optimal ausschöpfen können. Der allgemeine Unterricht, der Sek-Unterricht in der Oberstufe, die individuelle Lernförderung, die Mittelschulvorbereitung, die Freifächer, das «Angebot der Schule», aber natürlich vor allem auch die Fächer Deutsch, Mathematik und all das sind darauf ausgerichtet, dass die Schülerinnen und Schüler ihr Potenzial ausschöpfen können.

Brauchen jetzt die von Herrn Kohler beschriebenen leistungsstarken Schülerinnen und Schüler noch zusätzliche Finanzmittel? Wir sprechen hier also nicht von den Hochbegabten, die manchmal Schwierigkeiten machen und stören, weil sie so hochbegabt und deshalb unterfordert sind. Nein, wir sprechen von vielleicht 10–30 Prozent, je nachdem wie man es rechnet. Aber ganz offensichtlich kommen diese ja mit unserem heutigen Schulsystem zurecht. Genau auf sie haben wir das Schulsystem ausgerichtet, damit der Durchschnitt und sie damit zurechtkommen.

Nun gibt es Leute, die den Starken auch etwas geben wollen, weil wir ja den Schwachen heilpädagogische Unterstützung geben. Das wäre schon gerecht, aber die haben es ja gar nicht nötig. In einem gewissen Sinne könnte man sich fragen, ob man ihnen, etwas überspitzt formuliert, Geld nachwerfen sollte und ein «Sonderkässeli» einrichten müsste; einfach damit sie ebenfalls speziell unterstützt werden, weil die Schwächsten auch unterstützt werden. Dabei sind sie leistungsstark und kommen mit unserem Schulsystem zurecht. Artikel 17 regelt eben diejenigen, die mit unserem Regelunterricht nicht zurechtkommen, diejenigen, die stören, die Schwierigkeiten bereiten und die man unterstützen muss. Früher machte man das mit Kleinklassen, mit Klassen mit besonderer Förderung. Vielleicht hat man ein bisschen zu viele davon abgeschafft, doch das wäre eine andere Frage. Oder aber man macht das unterstützend mit Heilpädagogik im Unterricht, und zwar auch für die Hochbegabten. Dafür setzen wir 120 Mio. Franken ein. Das ist ein Spezialtopf für diejenigen, die Schwierigkeiten haben. Es macht keinen Sinn, jetzt noch einen Spezialtopf für diejenigen einzurichten, die mit dem Unterricht gut zurechtkommen und stark sind. Sollten wir merken, dass sie zu wenig stark unterstützt werden, was offenbar die These ist, müssten wir mehr in den Regelunterricht geben, also mehr Lektionen, mehr «Angebote der Schule». Aber was wollen wir ihnen geben? Wir wollen ihnen sicher keine Heilpädagogin an die Seite stellen. Nein, aber vielleicht mehr «Angebote der Schule», mehr Freifächer, das wäre vielleicht etwas. Heute hat jemand etwas von einer Sprache erzählt, die sein Sohn lernt; Chinesisch oder Spanisch, ich weiss es nicht mehr. Also sollte man mehr Möglichkeiten für Freifächer geben? Das wäre vielleicht etwas, aber sie brauchen keine individuelle Unterstützung, sondern einfach zusätzliche Chancen.

Als wir mit der ASP-Massnahme die Klassen vergrösserten und Lektionen abbauten, ging das genau auf Kosten der Schülerinnen und Schüler im Mittelfeld und der Leistungsstarken. Wenn es tatsächlich dort ein Problem gibt, müssen wir für den klassischen Regelunterricht mehr Mittel einsetzen. Aber das stelle ich in Frage. Wir haben die Mittel für die Schwachen plafoniert. Die Leistungsstarken brauchen nicht zusätzliche Mittel, sondern einen guten Regelunterricht. Deshalb entschieden wir uns für mehr Lektionen in Deutsch und Mathematik. Wir waren der Meinung, dass dort alle Schülerinnen und Schüler zusätzliche Unterstützung brauchen. Deshalb ist der Weg über den Artikel 17, für die starken Schüler, also nicht für die Hochbegabten, mehr Mittel zu sprechen, falsch.

Le président. Der Motionär hält an der Motion fest. Wir kommen zur Abstimmung. Wir führen eine ziffernweise Abstimmung durch. Wer Ziffer 1 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

CONVERT_3d35e4f995a74ec3ba1c0a10b5845f4d

28.09.2016

Rejet

Oui	54
Non	85
Abstentions	5

Le président. Sie haben Ziffer 1 abgelehnt. Wer Ziffer 2 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	52
Non	84
Abstentions	9

Le président. Sie haben Ziffer 2 abgelehnt. Wer Ziffer 3 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Abstimmung (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	17
Non	120
Abstentions	7

Le président. Sie haben Ziffer 3 ebenfalls abgelehnt.